

En Marche ! : réponse au vitriol aux Economistes atterrés  
Sophie Fay, *tempsreel.nouvelobs.com*, 11 mars 2017

*Deux conseillers d'Emmanuel Macron répondent point par point aux critiques des Economistes atterrés sur le programme économique d'En Marche !*

Sollicité par *l'Obs*, deux conseillers d'Emmanuel Macron ont lu la note des Economistes atterrés Dany Lang et Henri Sterdyniak, qui critiquent avec virulence le programme économique d'En Marche ! Dans une réponse intitulée "En Marche : un projet économique pour le XXI<sup>e</sup> siècle", Marc Ferracci, professeur à l'université Panthéon-Assas, spécialiste du marché du travail, et Philippe Martin, prof à Sciences Po, conseiller économique de l'ex-ministre de l'Economie à Bercy, spécialiste de politique monétaire, défendent point par point le projet d'Emmanuel Macron et sa vision libérale de l'économie.

[Un texte au vitriol](#), aussi sévère que l'attaque, qui ne prend aucun gant pour répondre à des arguments jugés parfois à côté de la plaque.

"Dany Lang et Henri Sterdyniak se trompent de diagnostic sur la situation économique française, pour mieux resservir les attaques éculées de la gauche radicale contre toute politique qui ne fait pas de la dépense publique la réponse unique à tous nos problèmes", écrivent-ils.

Pour eux, le projet d'Emmanuel Macron permet de répondre à trois questions-clés :

- Comment créer de l'emploi ?
- Comment protéger les personnes ?
- Comment agir dans la mondialisation ?

Si l'on se contente d'une relance par la demande (le déficit budgétaire) pour faire baisser le chômage, sans améliorer le fonctionnement du marché du travail ou de la formation (ce que propose Macron), les travailleurs exclus du marché du travail, en grande majorité des personnes peu qualifiées, n'auraient aucune chance de retrouver des emplois. La preuve, avancent-ils : depuis 1983, le taux de chômage français n'est jamais passé en dessous de 7% et évolue autour de 8,8%. Ce n'est donc pas un problème cyclique.

"Incapables de penser une autre politique que celle qu'ils prônent depuis 30 ans, certains au sein de la gauche radicale en ont tout simplement déduit que la fin du travail était, pour les plus modestes, inéluctable."

La croissance sans relance, c'est fini ? On peut aussi l'améliorer en permettant aux entreprises de s'adapter : pour les deux économistes macroniens, leurs confrères atterrés "semblent ignorer" que les gains de productivité (qui permettent la croissance) proviennent pour beaucoup de la capacité des entreprises à se réorganiser, en adaptant les horaires, les conditions de travail, l'emploi.

Les Atterrés dénoncent le "mythe de la formation" des chômeurs. Marc Ferracci, qui y a consacré une grande partie de ses travaux de recherche, est acerbe : "Dans un pays où 80% des demandeurs d'emplois n'ont pas plus que le Bac et où le diplôme reste une protection efficace contre le chômage, le caractère péremptoire de cette affirmation pourrait prêter à sourire, si les enjeux n'étaient pas aussi lourds". D'où la volonté de Macron de réformer puis d'investir dans la formation (15 milliards d'euros pour les jeunes et les chômeurs dans son plan d'investissement totalement de 50 milliards d'euros).

La réforme de la taxation du capital, un "cadeau pour les plus riches" ? Pour les deux économistes d'En Marche !, elle doit favoriser l'investissement et donc l'innovation. Ils rappellent que la taxation équivalente en Allemagne est de 22,2%. A "l'Obs", Philippe Martin précise que ce prélèvement forfaitaire unique s'appliquera à tous les revenus du capital, signant la fin des niches fiscales (ce qui a déjà provoqué une levée de bouclier chez les spécialistes de l'assurance-vie).

Une réforme de l'assurance chômage incohérente selon les Atterrés. "Un cadre unifié pour le travail de demain, qui ignorera de plus en plus les frontières entre les statuts d'indépendant, de salariés du privé et de salarié du public", "une sécurité sociale professionnelle", leur répond Ferracci.

Les règles de l'assurance-chômage aujourd'hui, gérée par les partenaires sociaux, "engendrent une précarité subie en n'incitant pas les entreprises à limiter l'utilisation qu'elles font des contrats courts", répondent les économistes d'En Marche !. Contrats courts qui au final entraînent un déficit de 8 milliards d'euros pour l'Unedic et qui mieux régulés permettraient de financer la réforme sans diminuer les droits. Un système incohérent, selon les Atterrés.

Sur l'Europe, les deux économistes rappellent que le budget de la zone euro peut être mis en place rapidement sans abandon d'autonomie en matière de politique budgétaire. "Les Economistes atterrés, dénoncent-ils, semblent considérer que l'Europe n'est acceptable que si elle se rallie aux choix politiques de la gauche radicale française. Cette position aboutit logiquement à la sortie de l'UE. Elle devrait être assumée".

S'ils marquent des points dans leur démonstration sur la nécessaire évolution du marché du travail, sur l'Europe, les arguments d'En Marche ! restent limités sur la transition énergétique. Un beau débat.